



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Informations générales

Email de contact : marie-france.morel@seine-maritime.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 29 juin 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : communauté de communes campagne de caux

Si protocole de préfiguration : date de signature : 19 mars 2021

Signataires

Nature des signataires du CRTE : Nom: CC Campagne-de-Caux, nature: CC, SIREN: 247600505

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- SCOT
- labellisation Frances-services

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat enfance jeunesse CAF
- contrat territorial enfance jeunesse
- Convention globale CAF

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- France services
- Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- 1 - un territoire humain qui favorise l'épanouissement
- 1-1 Porter une politique sociale et solidaire à l'échelle du territoire

- 1-2 Politique sportive et culturelle : se doter d'équipements adaptés, coordonner les actions, développer et conforter l'offre
- 1-3 développer une politique familiale intercommunale
- 2 - un territoire responsable
- 2-1 préserver notre patrimoine et réaliser des investissements durables
- 2-2 initier une politique environnementale forte, multi-partenariale et transversale
- 2-3 Gagner en performance et améliorer notre qualité de service
- 3-un territoire attractif et accueillant
- 3-1 Maintenir la qualité du cadre de vie
- 3-2 Favoriser le développement économique du territoire et dynamiser l'emploi
- 3-3 Garantir un territoire fonctionnel et adapté aux besoins

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Restauration et alimentation durable
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Espaces publics, espaces verts
- Extension urbaine maîtrisée
- Opération de requalification (friches...)
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Ecologie industrielle et économie collaborative
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Sensibilisation et animation de la transition
- Economie sociale et solidaire
- Emploi et Insertion
- Commerce, artisanat de proximité
- Economie, production et consommation durable
- Efficacité énergétique

- Mobilités douces
- Organisation des déplacements
- Culture et patrimoine
- Sport
- Loisirs
- Usages et inclusion numériques
- Santé et soins
- Tiers Lieux
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 12

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 70

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- DDTM
- CAF
- DASEN
- Nom: CC Campagne-de-Caux, nature: CC, SIREN: 247600505
- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Commerce et d'Industrie

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées : Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : 2

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Consultation publique/citoyenne, Ateliers, Concertation élus/techniciens, Questionnaires / enquête numérique, et Forums/conférences

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Circuits courts agricoles

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Non

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions : Non

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Oui

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : NON

Mobilisation d'une ingénierie externe : NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 5.91M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 4.09M€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 1.82M€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€